

COMMUNIQUÉ DE PRESSE : SNPEFP-CGT – Enseignement privé indépendant
L'ÉDUCATION EST-ELLE UN PRODUIT COMME UN AUTRE?

Le SNPEFP-CGT alerte sur les dérives croissantes du secteur des écoles privées indépendantes, dont le développement rapide s'accompagne d'une précarisation des enseignants et d'un affaiblissement du contrôle public.

Parfois, l'éducation ressemble à un hall d'aéroport : des destins en transit, des départs annoncés, des promesses murmurées par des voix qui pratiquent l'art du forfait mensuel. Ici, on donne à la précarité des allures de flexibilité, on façonne l'innovation en argument de vente, on transforme l'avenir en catalogue de prestations, et l'on promet à chacun une place réservée dans l'avion du succès, à condition de payer le billet.

Dans la lumière blafarde de ces écoles, les chiffres circulent comme des ombres : un quart d'établissements en plus en cinq ans, sans que la vigilance de l'État se soit réveillée de sa fatigue. Il suffit d'écouter, au matin, le silence d'une salle des profs où le turnover dépasse les 60 %. On croise des enseignants en apesanteur « ici, on signe des contrats au crayon de papier », glisse l'un d'eux, sourire fatigué. Personne ne sait s'il sera encore là le mois suivant. Dans les couloirs, les familles feuilletent des fascicules au design soigné, rêvant que le savoir puisse s'acheter comme une assurance tous risques.

Loin de la légende dorée de la méritocratie, la scène se joue sur fond de désenchantement collectif : enfants en rupture, parents dont l'espoir se froisse à force d'être replié, jeunes qui déposent leurs certitudes à la consigne. Ici, l'école n'est plus la promesse d'une émancipation, mais la promesse monnayée d'un « mieux que rien ». Et parfois, le rideau tombe brusquement : école qui ferme sans prévenir, dettes qui s'accumulent, avenir qui s'évapore. Le contrôle ? Moins de 1 % de ces établissements sont inspectés : dans le grand magasin de l'éducation, la caisse automatique ne rend jamais la monnaie de la confiance.

Ce paysage n'est pas né d'une apocalypse, mais d'une lente érosion : l'État désertant son rôle d'aiguillon, l'indifférence ordonnant le marché. La fracture n'est pas spectaculaire, elle est feutrée : une lassitude habite chaque salle de classe, une mélancolie s'attarde dans les mots des enseignants effacés.

Ce n'est pas seulement l'école qui se dérègle, c'est peut-être le récit national qui se floute, remplacé par la promesse, toujours repoussée, d'une place réservée pour chacun.

Le SNPEFP-CGT poursuivra sa lutte, car tant que l'école sera cette monnaie d'échange, chacun y perdra un peu de sa part commune.

Le SNPEFP

Le SNPEFP CGT qui sommes-nous?

Le Syndicat National des Personnels de l'Enseignement et de la Formation Privés représente l'ensemble du personnel de l'enseignement privé lucratif.

Parmi ses adhérents figurent employés, techniciens et cadres, 56% de femmes pour 44% d'hommes. La part des salariés à temps plein, 48%, est très largement inférieure à la moyenne des autres branches, qui est de 79%.

Plus de 60% travaillent dans des TPE.

Le SNPEFP CGT représente les salariés de établissements privés indépendants ainsi que ceux des organismes de formation (avec et sans alternance).

1/ Précarisation à tous les niveaux:

- Plus de 60% des CDI sont à temps partiel, une profession majoritairement féminisée.
- Multiplication et enchainements de CCDU (CDD d'usage), abus constant de l'utilisation de ce type de contrat.
- > Le temps partiel et ce type de contrat ont des répercussions directes sur le salaire horaire:
 - Toutes catégories confondues, le salaire des temps partiels est de 23% inférieur à celui des temps pleins.
 - Les salariés en CDD sont moins bien payés que ceux en CDI (taux horaire de 18,24€ contre 23,51 €).
- Multiplication des contrats en auto-entrepreneurs ou l'**Uberisation** de l'enseignement.
- Les salariés en CCDU sont invités à créer leur structure et à facturer (plus de protection, de congés, d'heures de préparation, de corrections etc), plus d'URSSAF, réduction des effectifs (plus de CSE): **plus de dialogue social**.
- Certaines écoles passent par des plateformes de portages: plus de responsabilité des enseignants auto-entrepreneurs.
- > il existe un nombre croissant d'écoles n'ayant **aucun enseignant à leurs effectifs**.
- Des **plateformes numériques**, générées par l'**IA**, commencent progressivement à remplacer les enseignants.
- En plus des licenciements et non renouvellement de contrats, nous constatons des enjeux de **droits à l'image** bafoués et de **propriété intellectuelle** subtilisée.

2/ La financiarisation de l'apprentissage:

- La boîte de pandore de l'alternance se referme...

Après une politique nationale libérale qui a financé l'apprentissage à coup d'aides de l'État, sans contrôle, les écoles se sont multipliées et enrichies autour de programmes en alternance plus ou moins douteux.

Aujourd'hui, progressivement, les vannes se referment, entraînant dans leurs sillages de nombreux plans sociaux, réductions d'effectifs, fermetures d'établissements.

L'équation est simple: moins de subsides de l'État + trop d'écoles et de concurrence + problèmes de recrutements d'élèves = moins de profits => désengagement des groupes.

- La faillite de Parcoursup a ouvert la brèche à la financiarisation du savoir...

- Là où l'État a failli, le profit a prospéré.

De nombreuses filières, plébiscitées par les étudiants, ont été désertées par l'enseignement public.

- Des parents et des élèves prêts à payer plus de 30.000€ (et à s'endetter) pour un diplôme en dehors des cursus publics dans l'espoir d'assurer le futur.

- Des formations dont le diplôme est vendu à des élèves/ clients

—> des programmes réduits au strict minimum, des heures de cours remplacées par de stages en entreprise,

—> des évaluations qui se font sur des bases de quizz en ligne avec support de cours et ChatGPT accessibles,

—> des mauvaises notes modifiées par les équipes académiques pour ne pas déplaire aux élèves et à leurs parents,

—> **Une dévaluation totale des diplômes et du travail des enseignants dans un monde de plus en plus compétitif.**

Reste la maltraitance institutionnalisée d'élèves, devenus des cibles à essorer pour faire plus de profit.

Reste la maltraitance institutionnalisée de salariés précarisés, réduits au strict minimum, et ayant peur d'être les suivants remerciés sur l'autel de la marge nette.

Aujourd'hui les parcours de formation sont vendus comme de la lessive du temps de Coluche: à coup de marketing, de stories instagram et de slogans tapageurs.

La question se pose : L'EDUCATION EST-ELLE UN PRODUIT COMME UN AUTRE?